



500 NUMÉROS ET TOUTES SES DENTS

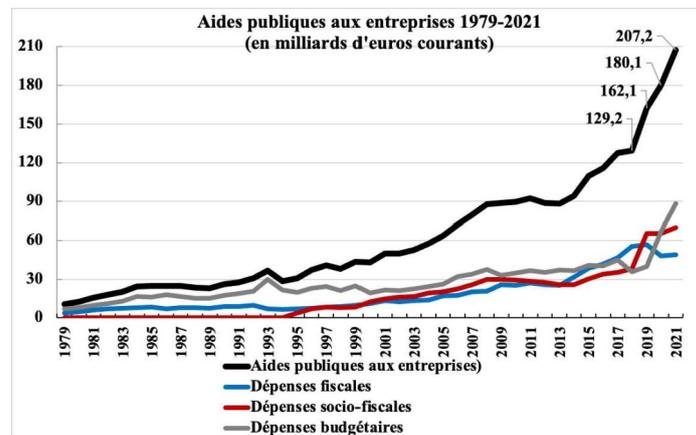
Notre petit journal de section fête son 500^e numéro ! Cette longévité est symbolique de notre activité syndicale inscrite dans le temps long, comme l'est la CGT.

Cette permanence, ancrée dans nos convictions, est un repère, un phare comme celui affiché en bandeau. Ce petit journal volontiers mordant, se veut l'écho de l'actualité des Finances Publiques en Loire Atlantique. Nous y narrons souvent les vicissitudes d'un quotidien administratif local tout en vulgarisant les grands sujets socio-économiques du moment. Se voulant didactique et pédagogique, c'est à vous lecteurs, lectrices de nous dire si l'objectif est rempli.

COLLECTIVISME ENTREPRENEURIAL

Les deux graphiques suivants résument parfaitement les orientations budgétaires de la France ces dernières années. 1) Qui paye 2) Qui reçoit ? Dans les deux cas, la richesse collective est de plus en plus captée par les entreprises

- transformation du CICE : coût estimé à 3 milliards minimum, bilan inexistant,
- baisse des impôts de production : 10 milliards.



VOL EN BANDE ORGANISÉE

[Oxfam a rendu cette semaine un rapport accablant sur l'accaparement des richesses par une infime minorité.](#)

Depuis 2020, deux tiers des richesses mondiales produites ont été captées par les 1% les plus riches. Les milliardaires ont gagné 2,7 milliards de dollars par jour depuis 2020 grâce à l'intervention publique face au coronavirus.

Taxer la fortune des milliardaires français à hauteur d'à peine 2% permettrait de financer le déficit attendu des retraites.

La réforme des retraites à venir, visant à repousser l'âge de départ à la retraite à 64 ans, risque d'aggraver encore davantage les inégalités. Une nouvelle fois, les plus précaires porteront le poids de cette réforme.

RÉFORME DES RETRAITES : CONTINUER LA LUTTE

Grève du 19 janvier

Dgfp : 34,42 %

Drfp44 : 41,94 % (11 structures fermées au public)

Dsfp : 33,85 %

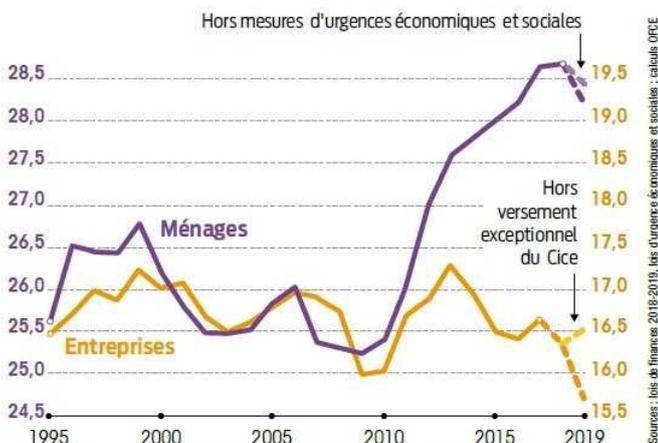
Dircofi CO : 34,47 %

Disi CO : 40,63 %

2 millions de manifestant·es en France.

80 000 en Loire Atlantique.

La mobilisation continue avec notamment un nouveau point fort le 31 janvier.



Sources : Insee de finances 2018-2019, les d'urgences économiques et sociales ; calculs OFCE

* PO sur les ménages : impôts directs (CSG, CRDS, IRPP, taxe d'habitation...), impôts indirects (TVA, TCPE, CSPE, accises...), impôts sur le capital (ISF, DMTG, taxe foncière, DMTO...), cotisations sociales salariales et non salariales.

** PO sur les entreprises : impôts divers sur la production (cotisation sur la valeur ajoutée et cotisation foncière sur les entreprises - ex-TP -, taxe foncière, C3S...), impôts sur les salaires et la main-d'œuvre, impôts sur les sociétés et cotisations sociales patronales.

Petit rappel des principales mesures prises depuis 2017 :

- suppression de l'ISF et remplacement par l'IFI, coût 3 milliards, un bilan a eu lieu sans noter aucun effet,
- suppression de l'exit-tax, coût et bilan inconnus,
- suppression de la TH, coût 20 milliards dont 10 au profit des 20% les plus riches,
- création de la flat-tax, coût initial estimé à 1,5 milliards mais depuis les dividendes ont explosé,
- nouvelles exonérations fiscales et sociales de primes,
- baisse à 25% de l'IS, coût estimé à 11 milliards,